



Conseil Fédéral du Développement Durable (CFDD)

Avis sur la note stratégique sectorielle sur l'Enseignement et la Formation de la Direction générale de la Coopération internationale (DGCI)

- **demandé par le Secrétaire d'Etat à la Coopération internationale, Monsieur Eddy Boutmans, dans une lettre du 27 septembre 2002**
- **préparé par le groupe de travail relations internationales**
- **approuvé par l'assemblée générale du 17 décembre 2002 (voir annexe 1)**
- **la langue originale de cet avis est le français**

1. Résumé

- [1] Le CFDD rappelle les remarques qu'il a énoncées dans son avis général sur l'ensemble des notes sectorielles et thématiques. Le Conseil salue le travail que la DGCI a accompli dans l'élaboration de la note 'Enseignement', qui contient une analyse solide et bien fouillée de la situation. Il regrette cependant que la stratégie ne soit pas assez concrète et développée pour être opérationnelle.
- [2] Le Conseil estime que la DGCI devrait s'assurer que les acteurs indirects intègrent dans leur action les principes du développement durable ainsi que les principes et objectifs contenus dans la note. Celle-ci devrait servir de base à la concertation entre le niveau fédéral et fédéré en prévision de la défédéralisation annoncée d'une partie de la coopération au développement.
- [3] Le CFDD estime que la note devrait refléter le questionnement actuel par rapport aux *Poverty Reduction Strategy Papers* (PRSP), développer un plan d'action concret pour la prise en compte de l'environnement et de la question du genre en matière d'enseignement, encourager et organiser le dialogue avec la société civile. Le Conseil fait quelques remarques sur des points spécifiques comme l'enseignement de/dans la langue maternelle et les différentes formes d'enseignement.

2. Remarques générales sur l'ensemble des notes stratégiques

- [4] Le Conseil rappelle les principes et remarques qu'il a formulés dans son avis général sur l'ensemble des notes stratégiques (voir avis général sur les notes stratégiques sectorielles et thématiques de la DGCI, 2002A15F). Dans cet avis, le Conseil rappelle entre autres que les notes thématiques et sectorielles auraient dû être élaborées en début de processus pour pouvoir guider l'élaboration des notes géographiques et nourrir les commissions mixtes. Or, il constate que jusqu'à présent, pour des raisons de timing, on a organisé les commissions mixtes avant de disposer des notes stratégiques par pays. De même, les notes géographiques ont pour la majeure partie été élaborées avant que la plupart des notes sectorielles et thématiques ne soient disponibles. Le CFDD regrette cette situation, qui réduit le caractère opérationnel des différentes notes stratégiques, tant celui des notes sectorielles et thématiques qui n'ont pas servi de base



à la rédaction des notes géographiques, que celui des notes par pays qui n'ont, jusqu'à présent, pas été disponibles pour la préparation des commissions mixtes.

- [5] Ensuite, au niveau de l'utilité pour l'acteur final, le CFDD constate que dans quelques notes, la stratégie à mettre en œuvre n'est pas assez clairement définie pour être opérationnelle. Les parties 'analyse de la situation' et 'leçons du passé' devraient être plus courtes tandis que la partie consacrée à la stratégie proprement dite devrait être davantage approfondie, et les choix opérationnels plus explicités. Le CFDD recommande à la DGCI d'élaborer, pour ces notes peu opérationnelles, un document destiné à l'acteur de terrain reprenant uniquement les éléments concrets de la stratégie.
- [6] Le Conseil insiste pour que les notes stratégiques servent de base aux dialogues politiques entre la Belgique et les pays partenaires. Il est donc important que les notes soient assez concrètes et opérationnelles afin de guider efficacement les négociations politiques.
- [7] Le CFDD est d'avis que la DGCI devrait mettre en place une procédure permettant de contrôler à intervalles réguliers la mise en œuvre des objectifs définis.
- [8] Le Conseil recommande à la DGCI de veiller à ce que les notes et les programmes et projets de coopération s'adaptent aux nouveaux problèmes qui se posent aux pays partenaires et intègrent les acquis internationaux et européens.

3. Appréciation générale de la note 'Enseignement et formation'

- [9] Le CFDD salue le travail que la DGCI a accompli dans l'élaboration de la note sur l'enseignement et la formation. La note présente une analyse solide et bien fouillée de la situation en ce qui concerne l'aide en matière d'enseignement. Les principes devant présider à l'action de la DGCI ainsi que les objectifs à atteindre sont pertinents, clairs et bien expliqués. Le Conseil a particulièrement apprécié le point 3.3. (*Facteurs susceptibles d'entraver ou de favoriser l'exécution de la stratégie*), ainsi que le chapitre 5 (*Moyens d'exécution de la stratégie*) comprenant notamment un point sur l'impact, les moyens à mettre en œuvre et le suivi de la note. Toutes les notes stratégiques devraient contenir de tels éléments. Toutefois, il aurait fallu, pour qu'elle soit complète, que la note contienne un résumé et un glossaire.
- [10] En ce qui concerne la stratégie en tant que telle, le Conseil regrette qu'elle ne soit pas assez concrète ni suffisamment développée pour être opérationnelle. La stratégie développe les principes devant régir l'action de la DGCI ainsi que les objectifs à atteindre mais sans toujours les accompagner d'un plan concret de mise en œuvre. Hormis le point 3.2. (*Les objectifs de la stratégie en matière de coopération bilatérale*), la note ne présente pas véritablement un plan concret d'action.
- [11] Le Conseil fait remarquer qu'il existe de nombreuses formes d'enseignement et de formation et que la note ne devrait pas être considérée comme exhaustive au niveau des types d'enseignement et de formation qu'elle traite. Le financement de l'enseignement formel devrait être, en principe, assuré par l'état. On ne devrait donc recourir aux autres sources de financement pour ce type d'enseignement que de manière temporaire et exceptionnelle. En ce qui concerne le financement des différentes initiatives de formation, le rôle subsidiaire de la société civile est un principe important qui devrait être pris en compte comme tel par la stratégie.



4. Remarques générales sur la note 'Enseignement et formation'

4.1. Acteurs indirects et cadre institutionnel

- [12] La note souligne qu'elle est destinée à régir l'action de la coopération bilatérale en matière d'enseignement et de formation, et que cette action est limitée vu les compétences de plus en plus importantes dévolues en la matière aux acteurs indirects, à savoir l'APEFE/VVOB, le CIUF/VLIR¹ et les ONG. Le CFDD est cependant d'avis que la DGCI devrait s'assurer que les acteurs indirects intègrent dans leur action les principes du développement durable en général et les principes et objectifs contenus dans la note en particulier.
- [13] Le Conseil est d'avis qu'en prévision de la défédéralisation annoncée d'une partie de la coopération au développement, la note stratégique de la DGCI pourrait servir de base à la concertation entre le niveau fédéral et les entités fédérées.

4.2. Poverty Reduction Strategy Papers (PRSP)

- [14] La note accorde une certaine importance aux '*Poverty Reduction Strategy Papers*' (PRSP) comme cadre de politique globale dans lequel devrait s'inscrire l'action de la DGCI en matière d'enseignement et de formation. Le CFDD attire cependant l'attention de la DGCI sur la mise en garde qu'il fait sur les PRSP dans son avis général sur toutes les notes géographiques, à savoir que les PRSP sont de plus en plus questionnés. La note ne reflète pas ce questionnement qui correspond à la position belge pour le Sommet mondial sur le développement durable de Johannesburg. Celle-ci part du constat que ces stratégies mettent trop l'accent sur la dimension développement et moins sur le développement durable qui suppose l'intégration des trois piliers (économique, social et environnemental). On reproche aussi aux PRSP de s'inscrire dans une logique *top-down* plutôt que *bottom-up* et de reproduire des solutions qui se sont avérées inefficaces par le passé.

4.3. Thèmes transversaux

4.3.1. Environnement

- [15] Le Conseil se réjouit que la note aborde et souligne l'importance de l'éducation à la nature et à l'environnement mais regrette qu'elle ne développe pas un plan d'action concret visant à mettre en œuvre ce type d'éducation. La DGCI pourrait, par exemple, investir dans des infrastructures scolaires respectueuses de l'environnement.

4.3.2. Genre

- [16] Le Conseil fait la même constatation en ce qui concerne la problématique du genre. La note souligne bien l'importance de l'enseignement et de la formation des femmes pour le développement d'une société mais ne présente pas vraiment un plan d'action à mettre en œuvre en la matière. Elle se contente d'inscrire dans ses objectifs qu'elle s'efforcera de travailler, dans les dialogues politiques, à la disparition des disparités hommes/femmes et sociales.

¹ APEFE : Association pour la Promotion de l'Education et de la Formation à l'Etranger ; VVOB : Vlaamse Vereniging voor Ontwikkelingssamenwerking en Technische Bijstand ; CIUF : Conseil interuniversitaire de la Communauté française de Belgique ; VLIR : Vlaamse Interuniversitaire Raad.



4.4. Participation de la société civile

- [17] Pour assurer une gestion durable de l'aide, le CFDD encourage la DGCI à organiser le dialogue avec la société civile autour des notes stratégiques et à assurer la participation effective des partenaires et des différents acteurs locaux dans la réalisation des objectifs fixés.

5. Remarques sur des points spécifiques

5.1. Langue maternelle, langues locales et mémoire collective

- [18] Page 35, point 3.1.4., la note mentionne que '(...) *L'utilisation des langues locales dans l'enseignement pourra aussi, dans le même ordre d'idées, s'avérer un instrument efficace pour lutter contre la pauvreté.* Le Conseil estime cela insuffisant et demande à la DGCI d'accentuer l'importance de l'enseignement dans les langues locales et de/dans la langue maternelle. La DGCI devrait développer un plan d'action concret en la matière visant à soutenir l'enseignement dans et de ces langues.

- [19] La mémoire collective occupant une place particulièrement importante en matière d'enseignement, le Conseil estime que son rôle devrait être davantage privilégié.

5.2. Différents types et formes d'enseignement

- [20] Le CFDD remarque qu'en matière d'enseignement technique et professionnel, la note se base toujours sur l'ancien modèle belge c'est-à-dire un modèle qui fait la distinction entre l'enseignement général d'une part et l'enseignement technique et professionnel d'autre part, et qui conduit à la dévalorisation de celui-ci. Le Conseil est par conséquent d'avis que la DGCI devrait plus s'inspirer de certaines expériences étrangères où une telle distinction n'existe pas et où l'enseignement général est plus orienté techniquement et professionnellement par l'intégration de matières techniques et professionnelles dans les programmes. Dans une telle vision de l'enseignement il est plus facile d'intégrer les dimensions du développement durable surtout dans les matières les plus techniques.
- [21] Le CFDD souligne que la note n'accorde pas assez de place aux formes alternatives d'enseignement, comme l'enseignement à distance. Le Conseil est d'avis que la DGCI devrait davantage les prendre en compte.



Annexes

Annexe 1. Nombre de membres votants présents et représentés lors de l'assemblée générale du 17 décembre 2002

3 des 4 président et vice-présidents

T. Rombouts, A. Panneels, R. Verheyen

5 des 6 représentants d'ONG pour la protection de l'environnement

G. De Schutter (Inter-Environnement Bruxelles, IEB), V. Kochuyt (Birdlife Belgium), G. Lejeune (World Wide Fund for Nature - Belgium, WWF), R. Moreau (Greenpeace Belgium), S. Van Hauwermeiren (Bond Beter Leefmilieu, BBL)

3 des 6 représentants d'ONG pour la coopération au développement

B. Bode (Broederlijk Delen), S. Englebienne (Oxfam-Solidarité), G. Fremout (Vlaams Overleg Duurzame Ontwikkeling, VODO)

les 2 représentants d'ONG de défense des intérêts des consommateurs

C. Rousseau (Centre de Recherche et d'Information des Organisations des Consommateurs, CRIOC), P. Van Cappellen (Onderzoeks- en Informatiecentrum van de Verbruikersorganisaties)

3 des 6 représentants d'organisations des travailleurs (*)

F. Philips (Algemeen Belgisch Vakverbond, ABVV), B. Melckmans (Fédération Générale du Travail de Belgique, FGTB), A. Wilmart (Confédération des Syndicats Chrétiens de Belgique, CSC)

4 des 6 représentants d'organisations des employeurs (*)

C. Bosch (Federatie Voedingsindustrie, FEVIA), I. Chaput (Fédération des Entreprises de Belgique, FEB), C. Klein (Federatie van de Chemische Industrie van België, Fedichem), P. Vanden Abeels (Unie van Zelfstandige Ondernemers, UNIZO)

les 2 représentants des producteurs d'énergie

H. De Buck (Electrabel), D. Rigaux (Samenwerkende vennootschap voor Productie van Electriciteit, SPE)

4 des 6 représentants du monde scientifique

L. Hens (Vrije Universiteit Brussel, VUB), L. Lavrysen (Universiteit Gent, UG), J.-P. van Ypersele (Université Catholique de Louvain, UCL), H. Verschure (Katholieke Universiteit Leuven, KU Leuven)

Total: 26 des 38 membres ayant droit de vote (*)

(*) Actuellement les organisations des travailleurs doivent encore proposer la candidature de deux de leurs représentants, les organisations des employeurs un représentant.

Annexe 2. Réunions de préparation de cet avis

Le groupe de travail relations internationales s'est réuni le 27 juin 2001, 7 novembre et 3 décembre 2002 pour préparer cet avis.



Annexe 3. Personnes ayant collaboré à la préparation de cet avis

Membres ayant voix délibérative et leurs représentants

Prof. Han VERSCHURE (Katholieke Universiteit Leuven) – Président du groupe de travail

L. BAUDESSON FEDICHEM), B. BODE (Broederlijke Delen), J. BOSMAN (KWIA), E. DE WANDELER (VBO), F. DOUVERE (RUG), B. GLOIRE (Oxfam solidarité), G. LEJEUNE (WWF), M. PANS (ABVV), M. POZNANSKI (CSA), E. QUINTANA (CNCD), L. RIJNHOUT (VODO), S. VAN HAUWERMEIREN (BBL), H. VERLEYEN (11.11.11)

Membres n'ayant pas voix délibérative et leurs représentants

I. DRIES (Gewestelijk Milieu Overleg – GMO), J. REYNAERS (ICDO)

Experts invités

K. PANNEELS (DGCI)

Secrétariat

J. DE SMEDT, K. SAQUI